



CHANTIER 4 : Comment renforcer les partenariats avec les acteurs non-gouvernementaux du développement et de la solidarité internationale ?

Cartographie des espaces de concertation existants entre le Ministère des Affaires Etrangères et la société civile

Ce document est une version de travail et peut être complété par les acteurs.

Dans le cadre du chantier 4 des Assises du développement et de la solidarité internationale, la valorisation de la concertation entre acteurs du développement constitue l'un des éléments clés de la rénovation du partenariat.

La Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats a réalisé un recensement des espaces de concertation existants entre le Département et les acteurs non gouvernementaux présentée ci après.

Une cinquantaine d'espaces couvre les thématiques suivantes :

- Humanitaire, crises, sécurité alimentaire
- Développement durable
- Santé et développement humain
- Stratégie et financement du développement
- Gouvernance et droits de l'homme
- Citoyenneté, coopération décentralisée, concertations associatives
- Culture et numérique.

Ces espaces dont les modalités varient assez largement (différents degrés de formalisme, réunions régulières ou ponctuelles en lien avec une actualité, entrée thématique ou par acteurs...) témoignent de la richesse et de l'hétérogénéité des espaces de concertation qui couvrent un spectre assez large en termes de thématiques, de pratiques mais aussi d'acteurs concernés.

Dans les territoires, différentes dynamiques de regroupement et de coordination contribuent à l'animation des démarches locales de solidarité internationale (voir le tableau relatif aux réseaux régionaux multi-acteurs). Temps forts de la solidarité internationale dans les territoires, la Semaine de la Solidarité Internationale structure significativement le paysage régional de la solidarité internationale. Des Coordinations en Régions pour l'Animation de la Semaine (ou CORAS) matérialisent ainsi des réseaux pluri-acteurs : Maison des Droits de l'Homme en Limousin, Maison des Citoyens en Pays de la Loire, etc.

Parallèlement et de manière plus pérenne, les acteurs associatifs en région se rassemblent le plus souvent en CASI – coordination d'associations de solidarité internationale (collectif associatif) tandis que se développent des réseaux régionaux multi-acteurs qui portent l'ambition d'appuyer l'ensemble des démarches solidaires et citoyennes, de favoriser la cohérence et la qualité des projets de solidarité internationale des acteurs régionaux et de renforcer la mise en réseau et les démarches d'échanges d'expérience, de mutualisation et de capitalisation. Ces espaces de dialogue dans les territoires ont généralement une dimension opérationnelle (projets de solidarité internationale, actions d'éducation au développement).

Les espaces de concertation avec la société civile chez nos partenaires

Dans les pays partenaires de la France (notamment au sein du CAD de l'OCDE), parallèlement aux institutions multilatérales impliquées également dans des démarches de dialogue et de concertation avec les acteurs de la société civile, le dialogue avec les acteurs non gouvernementaux sur les politiques et les actions de coopération au développement s'est systématisé (voir annexe 4). S'il s'appuie dans certains cas sur des structures formelles (Etats-Unis notamment), il est organisé le plus souvent sur une base ad hoc (Royaume-Uni, Canada) ou de manière plus rituelle mais hors cadre institutionnel (Allemagne).

La consultation des OSC sur les politiques et actions de coopération au développement est pilotée à différents niveaux selon les pays : au niveau du ministère des affaires étrangères (Espagne, Japon, Belgique, Allemagne) ; de l'agence ou du département en charge de l'aide au développement (Royaume-Uni, Irlande, Australie...) ; ou, plus rarement, aux deux niveaux parallèlement (Etats-Unis).

Le dialogue avec la société civile se décline selon les cas à différents degrés de formalisme et de fréquence, allant du cadre ad hoc informel ou semi-formel (Royaume-Uni, Allemagne, Irlande, Danemark, Belgique...) au cadre officiel permanent avec une représentation de haut niveau (Etats-Unis, Japon...). Dans la plupart des cas cependant, dialogue politique et concertation opérationnelle s'articulent.

Le dialogue avec la société civile dans l'espace communautaire

A l'échelon européen, l'initiative de « dialogue structuré » lancée par la Commission en 2010 a initié une démarche ambitieuse de dialogue et de concertation entre l'ensemble des acteurs de la coopération européenne au développement (annexe 5).

Dialogue informel et inclusif orienté vers la recherche du consensus, cet exercice a rassemblé la Commission européenne, le Parlement européen, les Etats membres de l'UE, des ONG et des autorités locales européennes ainsi que des ONG et des autorités locales des pays partenaires de l'UE. Ce dialogue « structuré » autour de sessions de travail à Bruxelles, d'ateliers géographiques et d'initiatives parallèles aura permis pendant 18 mois aux acteurs de la coopération européenne au développement d'interroger leurs pratiques et d'identifier les voies d'une plus grande efficacité collective. Une série de recommandations a été formulée à l'issue de l'exercice, parmi lesquelles la création d'un Forum Politique pour le Développement était envisagée comme la clef de voute d'un dialogue multi-acteurs formalisé.

Le Forum Politique pour le Développement s'est réuni à deux reprises en 2012 dans un format intérimaire (participants du dialogue structuré). Cette phase de transition a permis de débattre des problématiques d'architecture de ce Forum Politique : taille, composition, mode de désignation, financement, agenda. Le lancement du Forum Politique pour le Développement est prévu pour le mois de juin 2013. A ce stade, un certain nombre d'éléments ont été actés (espace multi-acteurs, ...) mais la question de sa composition n'a pas été résolue lors de la dernière réunion du Forum intérimaire (octobre 2012).

Si le dialogue structuré a permis un certain nombre de progrès dans le dialogue et la reconnaissance mutuelle des acteurs de la coopération européenne au développement, le processus a connu en 2012 un certain essoufflement. Les difficultés pour définir la composition et la méthode de formation du Forum sont apparues nettement à l'occasion de la dernière réunion d'octobre. Si les structures de coordination européennes sont relativement bien installées (Concord Europe, ITUC, HRDN...), l'association de réseaux d'acteurs du Sud se révèle plus complexe (structuration en cours et quelque peu « provoquée », problématique de représentativité/légitimité).

Humanitaire - Crises - Sécurité alimentaire

Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Consultations en cas de crises humanitaires	Consultations ad hoc du Centre de Crise / Consultations thématiques ou géographiques en situation de crise humanitaire, qui visent à informer et coordonner les actions des différents acteurs impliqués dans la réponse humanitaire.	- ONG humanitaires françaises, partenaires du CDC, en fonction des thématiques/géographies concernées - Centre de Crise, Directions géographiques, Direction des Nations Unies	Récents réunions Sahel et Syrie <i>Echanges ponctuels et informels</i>	Centre de Crise
Groupe de concertation Humanitaire (GCH)	Enceinte de dialogue entre les pouvoirs publics et les ONG prévue par la stratégie humanitaire de 2012. Les priorités thématiques de ce groupe sont (i) le lien entre urgences et développement : définition de paramètres pour labelliser les projets d'urgence qui préparent les projets de développement (ii) création d'un outil de pilotage destiné à suivre les subventions distribuées par les guichets et (iii) définition d'une stratégie humanitaire d'influence, et de messages auprès des relais d'opinion.	- 16 grandes ONG humanitaires françaises; ouverture probable à d'autres participants (notamment journalistes) - Centre de Crise - Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM Lien Ministre	Groupe actuellement dans une phase de mise en place. La première réunion s'est tenue le 13 novembre 2012 afin de fixer les modalités du groupe et son programme de travail. <i>Cadre formel</i>	Centre de Crise
Comité de suivi du projet FSP "Protection des enfants dans les conflits armés"	Suivi du projet FSP "Protection des enfants dans les conflits armés" porté par la Mission de la Gouvernance Démocratique en liaison avec l'Ambassadeur chargé des droits de l'Homme et la Direction des Nations Unies, des Organisations Internationales, des Droits de l'Homme et de la Francophonie (DGP/NUOI)	- Sous-direction de la gouvernance démocratique - Save the Children UK, BICE, JRS, World Vision, Danish Refugee Council, Ligue tchadienne des droits de l'Homme	<i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Commission nationale pour l'élimination des mines anti personnel CNEMA	Commission en charge du suivi de la mise en œuvre de la convention d'Ottawa. Sa création en 1998 est l'aboutissement d'un processus de condamnation par la France du recours aux mines antipersonnel	MAE, MINDEF, Handicap International, Hamap, ICBL, parlementaires, chercheurs	<i>Cadre institutionnel</i>	- Ambassadeur chargé de la lutte contre les mines antipersonnel et armes à sous munitions - Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement - Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM - Direction Asie Méridionale
Collectif des ONG françaises travaillant en Afghanistan (COFA)	Participation ponctuelle du MAE aux réunions mensuelles sur la situation en Afghanistan, l'intervention des ONG françaises sur place et la coordination	- Action contre la faim, ACTED, Action Droits de l'Homme, Afghanistan-Demain, Afghanistan Libre, AFRANE, La Chaîne de l'espoir, GERES, Handicap International, MADERA, Mères pour la Paix, MRCA, PU-AMI, Renouveau Afghanistan, Solidarités International, Sport Sans Frontières - Services compétents du MAE	<i>Echanges ponctuels et informels</i>	- Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM - Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM
Groupe Interministériel pour la Sécurité Alimentaire (GISA)	Task force interministérielle sur la sécurité alimentaire mis en place en avril 2008 par le MAE et le MAAF, en réaction à la crise alimentaire. Coordination en vue de la promotion du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire sous forme de groupes de travail (Climat, Nutrition, Volatilité des prix agricoles, Cohérence des politiques, Foncier...). Bénéficie d'une feuille de route, signée par le SG du MAE, mettant l'accent sur trois types de tâches : (i) un travail de veille et prospective sur la situation alimentaire dans les PED ; (ii) la préparation des positions françaises dans les enceintes ; (iii) la préparation des initiatives françaises et européennes pour faire face à la situation d'insécurité alimentaire.	- Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt (MAAF), Ministère de l'économie, des finances et du commerce extérieur (MEFCE), Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE), Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) - Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE) à travers son Comité interministériel de l'agriculture et de l'alimentation (CIAA) - Agence française de développement (AFD) - institutions de recherche : Cirad, Inra, IRD - ONG (ACF, AVSF, CCFD-Terre solidaire, CFSI, Gret, Oxfam France, Peuples Solidaires) mandatées par Coordination SUD - la profession agricole et des fondations (Afdi, Fondation Farm).	Espace pluri-acteurs : GISA co-présidé par MAE et MAAF mais dispose d'une gouvernance participative inclusive. Plusieurs types de d'acteurs en sont partie prenante : 5 ministères (MAE, MAAF, Bercy, MEDDE, MESR,), le SGAE (CIAA), l'AFD, des instituts de recherche, des ONG ainsi que la profession agricole des fondations. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM

Santé - Développement humain

Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Concertation sur les pandémies	Forum consultatif avec la société civile sur les questions sensibles liées aux grandes pandémies, en particulier VIH/Sida, en amont de chaque conseil d'Administration du Fonds Mondial et de UNITAID, co-animé par l'Ambassadeur Sida.	Aides, Solthis, Act up, Sidaction, Plateforme ELSA, Coalition +, MDM, MSF, Croix Rouge Française ...	Fréquence des réunions : en amont des conseils du Fonds mondial et d'UNITAID (2/3 fois par an). Réunions très demandées par la société civile qui souhaite être partie prenante de la préparation des instructions de la France dans ces organisations. <i>Cadre régulier informel</i>	Ambassadrice chargée de la lutte contre le sida et les maladies transmissibles, Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain/DGM
Comité de pilotage initiative 5%	Comité réunissant des représentants des organisations et institutions françaises dans le secteur de la lutte contre les grandes pandémies. Réunions techniques visant à sélectionner des demandes d'expertise et des projets pour améliorer l'efficacité des financements du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.	Aides, Solthis, Solidarités sida, Sidaction, Croix rouge française, AFD, Ministère de la Santé, FEI, GIP ESTHER.	Fréquence des réunions : bimensuelle. Allocation de 18 millions d'euros par an pour des projets en concertation avec la société civile. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Plate-forme de réflexion sur les ressources humaines en santé	Dialogue consacré à la problématique des ressources humaines en santé dans les PED associant les acteurs des secteurs publics, universitaires et de la société civile.	Société civile, opérateurs de l'Etat, Ordres professionnels, organisations multilatérales ...	<i>Plateforme informelle</i> qui ne s'est plus réunie en présentielle depuis un an. Prochaine réunion en 2013. Participation à la communauté de pratique sur les ressources humaines en santé dans le cadre du processus d'harmonisation de la santé en Afrique (HHA)	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Plate-forme Couverture du risque maladie dans les PED	Echanges d'informations, développement des partenariats, concertation sur le thème de la protection sociale en santé, en lien avec l'actualité internationale et les agendas G8/G20 des partenaires français investis sur les questions de couverture maladie en faveur des PED/émérgents.	CERDI, CNRS, Adecri, GIPPSI, MDM, MGEN, GRET, Alter Santé, CIDR, OXFAM, Action for global health, FNMF.	Plateforme qui se réunit en moyenne une fois par semestre. Cette plateforme est intéressante de par la diversité de ses membres et permet d'animer et de fournir une réflexion sur le thème de la couverture du risque maladie. Plateforme utile pour le MAE pour garder le contact et entretenir un réseau français dédié au financement de la santé dans les pays à faibles revenus. <i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Plate-forme des acteurs français du Médicament travaillant sur les problématiques des PED	Dialogue consacré au secteur du médicament dans les PED associant les acteurs des secteurs public, universitaires, privé et de la société civile.	- Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain - Acted-PSF, ReMeD, Solthis, PAH, Sidaction, Oxfam, PHI, Croix Rouge Française, AMI, MSF, MDM, AMP, Ordre de malte, Handicap international, AEDS, Fondation Chirac, ANSM, AFD, FEI, ESTHER, Ordre national des pharmaciens, Université de Caen, Lyon, Grenoble, EHESP, secteur privé.	Plateforme informelle qui ne s'est plus réunie en présentielle depuis un an. Diffusion régulière d'informations à l'ensemble des membres (100 membres). Intéressant par la diversité de ses membres qui ont parfois des intérêts divergents et qui ne se côtoient pas forcément (société civile, secteur privé). Plateforme utile pour le MAE pour garder contact avec un réseau français très spécifique (spécialistes du médicament dans les PED). <i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Plate-forme "Egalité femmes/hommes et développement"	Echange d'expertise, d'expériences et de pratiques sur les enjeux liés à l'intégration du genre dans les actions de coopération française au développement.	- Services compétents du MAE - ONG Genre (Adéquation, Enda Europe, Equilibre et Population, GRET, Asfodev, AVSF, ASTER, GER, Terre des Hommes...)	La plateforme se réunit une à deux fois par an à l'invitation du MAE. La plateforme permet de suivre la mise en œuvre de la stratégie du genre et de traiter des thèmes d'actualité dans le domaine des droits des femmes et de l'égalité (préparation de Rio+20, préparation du post 2015 en 2013). Les membres de la plateforme seront associés à l'actualisation de la stratégie genre et développement. <i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Groupe de travail "jeunes filles et développement"	Echange d'expertise, d'expériences et de pratiques sur les enjeux liés à la prise en compte des jeunes filles dans le développement.	Services compétents du MAE, une trentaine d'ONG - Secrétariat assuré par Plan France.	Le Groupe de travail s'est réuni lors de trois séminaires en 2012. La fréquence ne devrait pas être augmentée en 2013. <i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM

Groupe de réflexion "éducation et développement"	L'objectif de ce groupe de travail est de créer une plateforme d'échanges sur les enjeux de l'après 2015 dans le secteur de l'éducation. La réflexion commune organisée autour d'une série de rencontres prévues entre 2012 et 2013 doit, d'une part, nourrir la contribution française au débat international sur l'après 2015 en privilégiant une approche sectorielle et, d'autre part, conduire à l'élaboration d'une feuille de route pour la redéfinition de notre stratégie sectorielle après 2015.	Chercheurs, société civile et opérateurs de développement : AFD, Norrag, CIEP, Ministère de l'éducation, Campagne globale pour l'éducation, GRET, Solidarité laïque, PLAN, IREDU, IRD.	Ce groupe de travail, dont l'animation a été confiée au NORRAG (réseau rassemblant des chercheurs, des agences de développement, des ONG travaillant sur les politiques et stratégies internationales d'éducation et de formation) a été lancé le 22 novembre 2012. Son objectif est de mener une réflexion collectivement sur les enjeux et perspectives de l'agenda du développement post-2015 en éducation et formation professionnelle. Il se réunira trois fois en 2013. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, DGM
Comités de suivi Fonds Social de Développement	Comités mis en place par les postes pour l'attribution et le suivi des crédits du Fonds Social de Développement	Ambassades et organisations de la société civile locale	<i>Cadre régulier informel</i>	Services d'Action Culturelle et de Coopération des Ambassades

Développement durable

Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Groupe de réflexion "biodiversité et développement"	Groupe de réflexion multi-acteurs, présidé conjointement par le MAE et l'AFD Echanges sur les pratiques existantes et sur les techniques/thématiques à approfondir sur le thème "biodiversité et développement" avec en vue l'élaboration de la stratégie biodiversité du MAE et du Cadre d'Intervention Sectoriel (CIS) biodiversité de l'AFD	Acteurs de la protection de l'environnement et du développement, issus de la société civile (IRAM, GRET, Ligue Roc, WWF, UICN, FNH), de la recherche, et de l'administration	Le groupe de réflexion "biodiversité et développement" a travaillé en 2011 et 2012 sur la thématique des systèmes de production durables en zones sèches et leurs enjeux pour la coopération au développement, avec comme horizon politique le Forum Mondial de l'Eau de mars 2012. Le groupe sera vraisemblablement relancé en janvier, sur un ordre du jour encore à déterminer mais la thématique "biodiversité dans le cadre de développement post 2015" sera probablement retenue. <i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Comité Rio + 20	Comité de pilotage ayant pour but de préparer la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de juin 2012 Objectif de réunir des représentants des pouvoirs publics et de la société civile afin d'échanger sur les deux thèmes de la Conférence, notamment sur le volet gouvernance internationale de l'environnement et du développement durable.	Une trentaine d'organisations (4D, ACFCI, AMF, ARF, C3D, CCFD, CFDT, CGE et SPU, CGPME, CGT, CIDCE, Club France Rio+20, Collectif Rio+20, Comité 21, CRID, Ecologie sans Frontière, FNE, FNSEA, HELIO, IDDRI, Les Amis de la Terre, Ligue ROC, MEDEF, Orée, RAC, UICN, UNAF, UPA) ainsi que le Sénat, sous la double égide du MAE et du MEDDE	Comité a pris fin avec la conf de RIO. Voir pour les suites.	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Groupe de Travail Désertification	Echange régulier entre les pouvoirs publics (MAE et MEDDE, principalement) en charge du suivi de la Convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification et la plateforme des acteurs mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification et de la gestion des ressources naturelles en zones sèches	CARI, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Eau Vive, ENDA, GRDR, GRET, Planète Urgence, SOS Sahel, WWF, Solidarité, Bolivia Inti Sud Soleil, Silva.	<i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Groupe National Forêts Tropicales	Forum consultatif, animé par l'Ambassadeur chargé de l'Environnement, avec notamment pour objectif de produire un Livre Blanc sur les forêts tropicales humides.	- Services compétents de l'administration - CIRAD, FEM, Fondation Nicolas Hulot, Green peace, GRET, les Amis de la terre, OFAM, Planète Urgence, Pro Natura, RAC France, WWF...	<i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Forum mondial de l'eau	Concertations sous des formes diverses dans le cadre de la préparation du FME de Marseille en mars 2012 (concertations ad hoc, participation des OSC aux instances de gouvernance du FME (comité international, comité national français, PFE). Objectif: participation à la sensibilisation et mobilisation des acteurs, construction de consensus	ONG membres de Coalition Eau	Construction des messages spécifiques des collectifs d'ONG au niveau international (Initiative "Effet papillon" - 60 ONG) <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Patenariat français pour l'eau (PFE)	Le PFE a pour objectifs de mettre à disposition les informations sur les actions conduites par ses membres et la communauté européenne et internationale, de constituer un lieu de réflexion prospective et d'échanges sur le domaine de l'eau, de contribuer à l'inscription de l'eau dans les priorités de l'agenda politique européen et international, d'apporter des contributions aux institutions françaises, européennes et internationales, d'élaborer et de promouvoir des messages communs et les savoir-faire de ses membres	Ce partenariat rassemble l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau en France (Etat et établissements publics, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, experts, ONG, associations et fondations...)	<i>Cadre institutionnel</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM

	dans les enceintes internationales, de suivre la mise en place des engagements pris par les acteurs français notamment lors des forums mondiaux de l'eau, et de contribuer à améliorer la sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes de l'eau.			
Partenariat Français pour la Ville et les Territoires	Plate-forme d'échanges et de capitalisation sur la ville et les territoires entre acteurs français de la coopération urbaine	Le PFVT fédère les acteurs français de la coopération urbaine : l'État, les établissements publics, les collectivités territoriales et associations d'élus, les professionnels, les entreprises et bureaux d'études, les organismes de recherche et de formation, et les organisations non gouvernementales,	Le PFVT est coprésidé par Yves Dauge, ancien sénateur, maire adjoint de la ville de Chinon, le ministère des Affaires étrangères (MAE), le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement (METL) et le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), Son secrétariat technique est porté par l'Agence française de développement (AFD). <i>Cadre institutionnel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Comité Français de l'UICN	Réseau des organismes et des experts de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en France Il constitue une plate-forme de dialogue et d'expertise sur les enjeux de la biodiversité, associant également les collectivités locales et les entreprises. Le Comité français de l'UICN s'est fixé deux missions principales : répondre aux enjeux de la biodiversité en France et valoriser l'expertise française à l'international.	Ce partenariat regroupe 2 ministères (MAE et Ministère de l'écologie), 13 organismes publics, 40 organisations non gouvernementales et plus de 250 experts réunis en commissions spécialisées et en groupes de travail thématiques. Composition : http://www.uicn.fr/IMG/pdf/IUCN_Comite_Francais-2.pdf	Le Comité français renforce la mobilisation des différents acteurs en faveur de la biodiversité : ministères, établissements publics, entreprises et collectivités territoriales. Pour répondre à ses deux missions, ses actions s'organisent en sept programmes : Politiques de la biodiversité, Aires protégées, Espèces, Écosystèmes, Outre-mer, Éducation et communication, Coopération internationale. Le Comité français de l'UICN publie de nombreux documents pour développer l'état des lieux, la réflexion et la prise de conscience sur la biodiversité. Le Département suit plus particulièrement la thématique relative à la mobilisation des collectivités territoriales en faveur de la biodiversité et l'implication des entreprises pour la préservation de la biodiversité et assiste aux conseils d'administration du Comité. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de l'environnement et du climat, DGM
Comité 21	Réseau d'acteurs engagés dans la mise en œuvre opérationnelle du développement durable Il a pour mission de créer les conditions d'échange et de partenariat entre ses adhérents issus de tous secteurs afin qu'ils s'approprient et mettent en œuvre, ensemble, le développement durable à l'échelle d'un territoire.	Composé de quatre collèges, le Comité 21 réunit les parties prenantes concernées en France : entreprises (multinationales et PME), collectivités (des communes aux régions), associations (d'environnement, de développement, de solidarité locale, de défense des droits humains ...), institutions, établissements d'enseignement supérieur et médias. Ce réseau de plus de 470 adhérents fonde son action sur le partenariat pluri-acteurs et sur l'action concrète. Le PNUE et le PNUD en sont membres de droit.	<i>Cadre formel</i>	Ambassadeur délégué à l'environnement, Sous-direction de l'environnement et du climat/DGM
Commission Nationale du Commerce Équitable	La Commission nationale du commerce équitable (CNCE) a pour rôle de reconnaître officiellement les labels, afin d'assurer une meilleure transparence auprès du consommateur. Elle est aussi un outil pour ouvrir un espace d'échange et de réflexion pour les acteurs.	La CNCE est composée de représentants du gouvernement et de l'administration, d'organisations spécialisées ou impliquées dans le commerce équitable et d'associations de consommateurs, d'organisations de solidarité internationale et de personnalités qualifiées.	<i>Cadre institutionnel</i>	??

Stratégie et financement du développement

<i>Groupes de travail / exercices</i>	<i>Présentation et objectifs</i>	<i>ONG(s) et acteurs participants</i>	<i>Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)</i>	<i>Référent(s) et service(s) MAE</i>
G8/G20	Consultations ponctuelles autour des travaux dans le domaine du développement des G8 et G20	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations de solidarité internationale en fonction des sujets abordés - Services compétents du MAE 	<i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction des affaires économiques internationales, DGM
Groupe de travail sur la transparence du secteur extractif	Echanges autour de la promotion de la transparence du secteur extractif avec (i) consultations lors d'échéances internationales telles que l'ITIE ou la révision de directives européennes et (ii) financement et suivi de projets locaux en allocation de solidarité spécifique	<ul style="list-style-type: none"> - Services compétents du MAE, - Plate-forme française "publiez ce que vous payez" (Oxfam, CCFD, - Terres solidaire, Secours Catholique-Caritas France) 	<i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Groupe de travail sur la fiscalité des PED	Approfondir les réflexions sur la question des ressources fiscales des pays en développement avec comme objectif la production d'un document d'analyses et de recommandations.	Groupe de travail réunissant des spécialistes de différents horizons (ONG, syndicats, universitaires, représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Économie, du Budget et de l'Agence française de développement)	Dernière réunion en 2011. Groupe de travail interministériel sur ces questions constitué en 2010. Rédaction d'un document stratégique qui résume la position française. Le groupe se réunira à nouveau en 2013 et abordera de nouvelles thématiques comme celle des prix de transfert. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Groupe pilote sur les financements innovants du développement	Principale plateforme internationale dédiée aux financements innovants ayant pour but de promouvoir un plaidoyer, l'expertise et des avancées concrètes dans ce domaine dont la réalisation récente d'un rapport sur la faisabilité d'une taxe sur les transactions financières.	Le Groupe pilote rassemble 63 pays de niveaux de développement divers, des organisations internationales (la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale de la Santé notamment) et de nombreuses organisations non-gouvernementales (Action contre la Faim, Epargne Sans Frontière, Fondation Bill and Melinda Gates, Oxfam, Coalition Plus, UBUNTU, Stamp Out Poverty, NGO Forum on International Solidarity Levies, Attac, Stop AIDS Alliance, Results Japan, Fondation Chirac, Save the Children...)	La France (MAE/DGM) assure le secrétariat permanent du Groupe pilote. La 11ème Session plénière du Groupe pilote aura lieu le 6 février 2013 à Helsinki sous présidence finlandaise. <i>Cadre formel</i>	Sous-direction des politiques du développement, DGM
Contrat de désendettement et de développement (C2D)	Consultations visant à (i) informer et échanger sur les orientations retenues dans le cadre des C2D et (ii) renforcer la participation de la société civile dans le suivi des C2D.	<ul style="list-style-type: none"> - Services compétents du MAE - Plate-forme Dette et Développement 	<i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Comité technique foncier et développement (CTFD)	Réseau, coprésidé par l'AFD et le MAE, travaillant sur la thématique foncière et le développement en contribuant, par la formulation de positions stratégiques, aux politiques de gestion du foncier dans les pays du sud.	Services compétents de l'administration, experts, chercheurs, ONG (Coordination Sud, CCFD - Terre solidaire, Land coalition, AGTER, Géomètres sans frontières, etc.) Le GRET intervient en appui à ce comité technique, il en assure le secrétariat et l'animation.	<i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Consultations sur l'Agenda du développement post 2015	Consultations ponctuelles dans la perspective de l'élaboration d'un nouvel agenda du développement	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations de solidarité internationale en fonction des sujets abordés - Services compétents du MAE 	<i>Echanges ponctuels et informels</i>	Task force OMD-ODD (DGM)

Gouvernance / Droits de l'Homme

Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Comité de pilotage du Fonds LGBTI	Comité de Pilotage du Fonds multi-bailleurs de soutien "Droits de l'Homme, orientation sexuelle et identité de genre" Sélection et suivi de projets de coopération portés par des acteurs de la société civile sur la dépenalisation de l'homosexualité et la liberté d'association	Services concernés du MAE, France expertise internationale (FEI), Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Ambassades de Norvège et Pays-Bas, Amnesty-International-France, ILGA, Inter-LGBT, Comité IDAHO	<i>Cadre formel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique/DGM, Direction des Nations Unies et des Droits de l'Homme, en liaison avec l'Ambassadeur chargé des Droits de l'Homme
Comité de suivi du projet FSP portant sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme	Comité de suivi programmatique et financier du FSP portant sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme.	- Sous-direction de la gouvernance démocratique - FIDH	En liaison avec l'Ambassadeur chargé des droits de l'Homme et la Direction des Nations Unies, des Organisations Internationales, des Droits de l'Homme et de la Francophonie (DGP/NUOI) <i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Réunions informelles droits de l'homme	Réunions informelles d'échange sur les questions prioritaires de droits de l'Homme (droits des femmes, disparitions forcées, torture, liberté d'expression) pouvant déboucher sur des projets de coopération et/ou de partenariat	Regards de Femmes, CLEF, Ni putes Ni Soumises, Human Rights Watch, ACAT-France, FEMED, PSF, RSF, Fondation AFP, Parcours d'Exil, Mouvement du Nid	En liaison avec l'Ambassadeur chargé des droits de l'Homme et la Direction des Nations Unies, des Organisations Internationales, des Droits de l'Homme et de la Francophonie (DGP/NUOI) <i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Groupe de réflexion sur la lutte et la prévention des grands trafics	Réflexions avec la société civile sur la lutte et la prévention des grands trafics	- Services compétents du MAE - ALC-Nice (réseau Ac-Sé), AEDH, Hors la Rue, CCEM, Les Amis du Bus des Femmes, Secours Catholique, Mouvement du Nid	en liaison avec l'Ambassadeur chargé des droits de l'Homme et la Direction des Nations Unies, des Organisations Internationales, des Droits de l'Homme et de la Francophonie (DGP/NUOI) <i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM
Groupe de travail: « Justice internationale et de transition : éléments pour une doctrine diplomatique française »	Groupe de réflexion en partenariat avec l'institut des hautes études judiciaires (IHEJ) sur les enjeux de la justice internationale, en vue d'élaborer en 2013 une doctrine française en matière de justice internationale et de transition	- Services compétents du MAE (Sous-direction de la gouvernance démocratique, direction de la prospective...) - Institut des hautes études judiciaires (IHEJ), FIDH, juristes, magistrats, Mémorial de la Shoah, universitaires, chercheurs, EHESS, CNRS, Ministère de la Justice...	Dernière réunion le 18 décembre 2012 dont le thème a été : "compétence universelle et complémentarité positive : les enjeux interministériels et intercommunautaires européens". <i>Cadre régulier informel</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique/DGM, Direction de la Prospective
Concertation sur la problématique Migrations et développement	Dialogue avec les ONG en préparation et suite au Forum mondial migrations et développement (nov 2012)	- Services compétents du MAE - Forim; EUNOMAD	<i>Echanges ponctuels et informels</i>	Sous-direction de la gouvernance démocratique, DGM

Citoyenneté / Coopération décentralisée / Concertations associatives

Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Commission nationale de la coopération décentralisée	Espace paritaire de dialogue et de concertation (créé par la loi d'orientation du 6 février 1992) relatif à la coopération décentralisée.	La CNCD rassemble à parité des représentants de l'État et des collectivités territoriales. Ces derniers sont nommés sur proposition des associations nationales de collectivités locales (AMF, ARF, ADF, CUF, AFCCRE)	La CNCD est présidée par le Premier ministre et en son absence par le Ministre chargé du développement. Mission de formuler toute proposition tendant à renforcer la coopération décentralisée et à en améliorer les modalités d'exercice et de tenir et mettre à jour un état de la coopération décentralisée. La dernière réunion de la CNCD s'est tenue le 7 juillet 2011 sous la présidence du Ministre chargé de la coopération. La CNCD se réunira à nouveau le 29 janvier 2013. <i>Cadre institutionnel</i>	Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DGM)
Programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA)	Programmes dédiés au renforcement du dialogue entre sociétés civiles et pouvoirs publics 5 programmes à l'heure actuelle: Algérie, Maroc, Congo, Guinée, Europe de l'Est Mis en œuvre par des ONG et co-pilotés avec des pouvoirs publics (MAE et différents Ministères dans les pays partenaires)	Programmes associant plusieurs dizaines d'organisations françaises et issues des pays partenaires, ainsi que des collectivités locales, sous la conduite d'une organisation chef de file: - Solidarité Laïque pour Maroc et Europe de l'Est - CFSI pour Congo et Algérie - Aide et Action pour Guinée	<i>Cadre formel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM
Commission du Volontariat de Solidarité Internationale	Commission paritaire Etat/associations de volontariat habilitée à se prononcer sur le dispositif public d'appui au volontariat de solidarité internationale. Cadre de concertation entre pouvoirs publics et associations agréées au titre du Volontariat de Solidarité Internationale (loi de 2005). Sont également représentés le ministère de l'intérieur et les ministères en charge de la vie associative, de la protection sociale et du travail.	Représentants de l'Etat Associations de volontariat: SCD, DCC, GER, MDM, PlaNet Finances, FIDESCO (et France Volontaires et Clong Volontariat au titre d'observateur)	Commission tenue de rendre des avis sur des points précis relatifs au volontariat (montants indemnités VSI, demandes d'agrément) et, de façon générale, sur toutes les questions relatives au volontariat de SI. <i>Cadre institutionnel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM
Plateforme France Volontaires	Espace d'échange et de concertation entre les différents acteurs du secteur pour la promotion et le développement des différentes formes d'engagements relevant des volontariats internationaux d'échange et de solidarité. Sont également membres certaines collectivités territoriales, l'AFD ainsi que différents ministères (Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative, Agriculture, Education nationale).	Délégation pour les relations avec la société civile Principales associations du secteur : France Volontaires, Cités unies France, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, organismes de formation (Bioforce, IFAID), ONG...	<i>Cadre institutionnel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM
Comités d'examen paritaires des programmes JSI et VVSI	Cogestion des programmes jeunesse du MAE et concertation autour du volontariat d'initiation et d'échange. Sont également membres différents ministères (Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative, Agriculture) et l'ACSE.	Délégation pour les relations avec la société civile Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et ONG.	<i>Cadre formel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM
Dialogue stratégique avec le F3E (Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations)	Echanges entre le F3E et ses partenaires institutionnels afin de renforcer les modalités de l'évaluation et la qualité de l'action de la coopération non gouvernementale et de négocier les orientations stratégiques et opérationnelles du F3E	F3E, services concernés du MAE	<i>Cadre formel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Locales, DGM Pole Evaluation de la Mission des Programmes, DGM
Comités du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel au service des ONG françaises de solidarité internationale (FRIO)	Géré paritairement par Coordination SUD et les pouvoirs publics (MAE) ce dispositif, composé d'un comité de surveillance (une fois par an) et de comités d'attribution (5 fois par an), vise à renforcer le professionnalisme, l'adaptabilité et l'efficacité des ONG françaises par le biais de cofinancements d'études, d'accompagnement et de partage d'expériences.	Coordination SUD, Délégation pour les relations avec la société civile	<i>Cadre formel</i>	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats, DGM

Culture et numérique

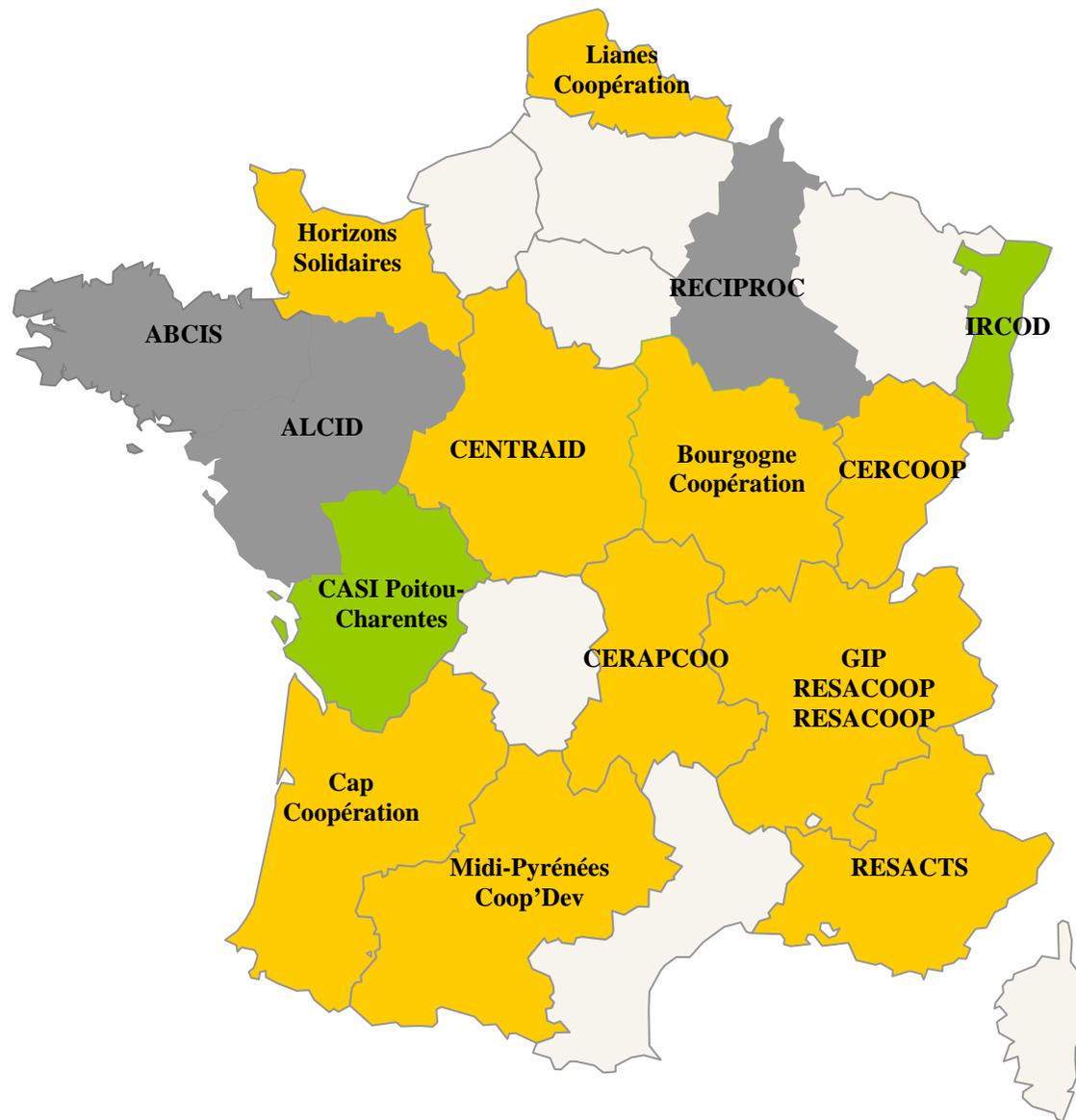
Groupes de travail / exercices	Présentation et objectifs	ONG(s) et acteurs participants	Commentaires (productions, actualités, fréquence des réunions...)	Réfèrent(s) et service(s) MAE
Préparation de l'institut de création et d'animation numérique (ICAN)	Formalisation de la position française sur les sujets en lien avec Internet	Services compétents du MAE Chercheurs (IFRI, IRIS, Sorbonne)	<i>Cadre régulier informel</i>	Mission des échanges culturels et de l'audiovisuel extérieur, DGM
Groupe de travail TNT (projet de formalisation juridique)	Conseils et aide technique aux pays du sud pour passer à la télévision numérique terrestre(TNT). Elaboration d'un kit et d'un guide pratique pour aider les états à passer à la TNT. Uniformisation et circulation de l'information afin d'officialiser les guichets de financements pour les états.	Groupe piloté par Canal France international (opérateur). MAE (CFR/AEC), Ministère de l'économie et des finances (DGCIS), Ministère de la Culture (DG médias et industries culturelles), CSA, Agence nationale des fréquences radioélectriques, experts (ingénieurs des mines).	Industriels et professionnels de la société civile présents mais pas d'ONG. <i>Cadre formel</i>	Mission des échanges culturels et de l'audiovisuel extérieur, DGM
Plateforme "échange patrimoine"	Pôle français de formation et d'échange de pratiques en matière de gestion du patrimoine	Réseau des grands sites de France (RGSF; ONG).	Subvention du ministère de l'écologie et des membres qui gèrent les sites patrimoniaux. <i>Cadre régulier informel</i>	Mission des échanges culturels et de l'audiovisuel extérieur, DGM
Groupe de travail "art et politique"	Groupe de travail sur les musées. Mettre en évidence que l'approche culturelle est liée au politique et qu'en période de crise elle peut être une alternative.	Université Paris, Institut d'études politiques de Paris	<i>Cadre régulier informel</i>	Mission des échanges culturels et de l'audiovisuel extérieur, DGM

COORDINATIONS REGIONALES

Recensement non exhaustif des structures de coordination régionale

	Réseau de coordination	Financement MAE?	Commentaires
Alsace	- Espace Nord-Sud (collectif d'associations) - IRCOD (uniquement collectivités territoriales et opérateur de coopérations décentralisées)	oui pour IRCOD	L'Espace Nord-Sud regroupe dans un même lieu quatre associations intervenant dans le champ de la coopération et de la solidarité internationale : l'AMSED – Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement, le CEFODE - Coopération et Formation au Développement, le Colelecocol - Collectif pour la promotion du commerce solidaire - et l'IRCOD. Cet espace a pour objectif de valoriser en Alsace une diversité de pratiques (coopération décentralisée, formation, commerce équitable, volontariat, éducation au développement, chantiers de jeunes,...). Il se veut être un lieu d'échanges entre les acteurs et un pôle de compétences au service des actions de coopération et de sensibilisation.
Aquitaine	- Cap Coopération - Radsil (coordination associative pré-existante)	oui (Cap Coopération)	
Auvergne	CERAPCOOP	oui	
Basse Normandie	Horizons Solidaires CODASI (associations)	oui (HS)	
Bourgogne	Bourgogne Coopération	non (réseau créé en 2011)	
Bretagne	- CASI Bretagne (coordination d'associations de solidarité internationale) - ABCIS - Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité (Collectivités territoriales)		Encourager une fusion? ABCIS est un dispositif porté par le Conseil Régional
Centre	Centraider	oui	
Champagne-Ardenne	Programme RECIPROC' (Réseau des Elus Citoyens et Professionnels pour la Coopération)		dispositif porté par le Conseil Régional
Corse			
Franche-Comté	- CERCOOP - Plateforme des ASI franc-comtoises (collectif associatif)	oui	
Haute Normandie	- Collectif des Associations de Solidarité Internationale de Haute-Normandie		
Ile-de-France			
Languedoc-Roussillon	Maison des Tiers-Mondes et de la Solidarité Internationale (Collectif associatif)		

Limousin	Une structure de coordination régionale de la SSI (CORAS) : "La Maison des Droits de l'Homme" (collectif associatif)		La Maison des Droits de l'Homme est un lieu interassociatif et un centre de documentation sur les Droits de l'Homme et la solidarité internationale. La MDH anime en Limousin un programme multi-acteurs de sensibilisation à la solidarité internationale avec le soutien de la Région Limousin. La Semaine de la Solidarité Internationale constitue le moment fort de ce programme.
Lorraine	une "CORAS": Coordination lorraine des acteurs de la SI (associatifs) - projette de se constituer en rma		Lor-Sud, la Coordination Lorraine des Acteurs de la Solidarité internationale, a pour buts d'appuyer les acteurs de la solidarité internationale et de promouvoir la solidarité internationale auprès du public et de ses partenaires. => Projette de se constituer en RRMA - a sollicité M. Gardas en septembre 12
Midi-Pyrénées	- Midi-Pyrénées Coop'Dev - CROSI (collectif régional des Organisations de Solidarité Internationale)	non (réseau créé en 2012) mais présence MINDEV lors du lancement	
Nord-Pas-de-Calais	Lianes Coopération	oui	
Pays de la Loire	- ALCID - Une "CORAS" régionale : Maison des Citoyens du Monde (collectif associatif)		- ALCID: coordination multi-acteurs - dispositif porté par le Conseil Régional (rassemble plusieurs CASI et collocs) - La Maison des Citoyens du Monde est un collectif d'une soixantaine d'associations de Solidarité internationale.
Picardie	CASI Picardie (collectif associatif)		
Poitou-Charentes	CASI Poitou Charentes (collectif associatif)		
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	RESACTS		
Rhône-Alpes	Resacoop		+ autres réseaux: Pays de Savoie Solidaires, CA2R...



- Réseaux régionaux multi-acteurs membres du réseau des RRMA
- Dispositifs régionaux soutenus par le MAE
- Dispositifs régionaux portés par les Conseils régionaux

ESPACES CONCERTATION AUTRES PAYS

Mécanismes de consultation	Exemples d'application	Pilotage	Nom de l'organe consultatif	Description / Objet	Composition	Fonctionnement et fréquence de l'organe consultatif	Commentaires
Un cadre formel par institution : un piloté par le MAE et un autre piloté par l'agence de coopération	Etats-Unis	Département d'Etat américain	<i>Federal Advisory Committee to the Secretary of State for Strategic Dialogue with civil society</i>	Le Conseiller spécial (Senior Advisor) pour la société civile et les démocraties émergentes (nommé en Oct 2010) a introduit en février 2011 un Conseil fédéral pour le Dialogue stratégique de la Secrétaire d'Etat avec la société civile. Le Comité formule des avis et assiste dans la formulation des politiques, propositions et stratégies américaines de coopération et de protection de la société civile à travers le monde. Il est source d'expertise, de points de vue et de connaissance qui ne sont pas disponibles au sein du Département ou ailleurs dans le gouvernement. Forum de discussion et de coopération entre l'administration américaine et la société civile, il est aussi un canal de communication sur l'engagement américain envers la liberté d'expression et d'association.	10 représentants de la société civile et 12 représentants du Gouvernement américain.	Le Comité s'est réuni 2 fois à ce jour (oct 2011 et janv 2012). Il est géré par le bureau du Conseiller spécial auprès de la Secrétaire d'Etat. Outre des sessions en plénière (internationales, en visioconférence), il comporte 5 groupes de travail thématiques sur : gouvernance et redevabilité, démocratie et droits de l'Homme, autonomisation des femmes, affaires étrangères et religion, travail.	Il existe par ailleurs une Unité de Liaison avec les ONG qui anime le dialogue avec les représentants d'ONG: conférences, briefings mensuels, briefings ad hoc sur des thématiques spécifiques, visio conférences, réunions avec des experts du Département, mise à disposition d'intervenants pour des événements organisés par la SC
		USAID	<i>Advisory Committee On Voluntary Foreign Aid</i>	L'ACVFA a été créé en 1946 sur directive présidentielle pour permettre aux organisations de la société civile (private voluntary organizations) de jouer un rôle dans la formulation et la mise en oeuvre de l'APD américaine. Il a pour objet (a) l'échange d'avis et de recommandations entre les OSC, USAID et d'autres agences du gouvernements américain, sur les problématiques d'APD caractérisées par une interaction entre l'administration et OSC; (b) de générer un intérêt public pour l'APD et pour les activités des OSC. Les dernières réunions du comité ont porté sur: la gouvernance démocratique et la croissance économique, la sensibilisation du public à l'APD et l'efficacité de l'APD. Des sous-comités thématiques sont créés et formulent des avis à l'ACVFA.	Le comité est présidé par l'Administrateur de USAID. Il est composé de 15 à 30 individus d'"Organisations volontaires privées" engagées dans le développement, la reconstruction et l'humanitaire. Les membres sont élus pour 2 ans à titre représentatif plutôt qu'à titre individuel. Il s'agit donc de représentants d'universités, d'ONG internationales, d'entreprises, et d'organisations multilatérales et privées (ex: Fondation Gates, Interaction, Transparency International, Secours Islamique, McKinsey, Harvard, MIT, NDI, IRI...).	Comité: 2 sessions par an; coût annuel \$250,000 et 1.5 ETP-an ; Sous-comités: Nombre de sessions déterminé selon les besoins; coût annuel de \$250,000 et 1.5 ETP-an.	

<p>Un cadre formel inter-ministériel (pilote par le MAEC)</p>	<p>Espagne</p>	<p>MAEC et autres ministères</p>	<p>Conseil pour la coopération au développement</p>	<p>Le Conseil pour la coopération au développement est rattaché au MAEC à travers le bureau du Secrétaire d'Etat à la Coopération internationale. Organe consultatif de l'administration générale, il participe à la définition de la politique de coopération internationale pour le développement. Il est garant de la cohérence inter-ministérielle des actions de coopération pour le développement. Il rend compte annuellement des engagements et réalisations en termes d'APD. Il émet des propositions et recommandations à la Commission pour le Développement Coopératif International du Congrès de Députés. Il produit des rapports sur des problématiques dans sa sphère de compétences sur sollicitation du Gouvernement. Il émet des avis sur les projets de lois en matière de développement. Il est en mesure de répondre aux questionnements sur le suivi du Plan Annuel, du Master Plan 2009-2012 et les évaluations. Toute autre responsabilité ad hoc.</p>	<p>Il réunit 33 membres dont des agents de plusieurs ministères et 20 représentants de la société civile: le Secrétaire d'Etat pour la Coopération internationale (Président), le Secrétaire Général de l'Agence espagnole pour la coopération internationale (1^{er} Vice-Président), les chefs du Bureau du Secrétaire d'Etat pour l'Immigration et l'émigration et des Bureaux pour les budgets et finances internationales (Ministère de l'économie et des finances) et pour le Commerce et l'investissement (Ministère de l'Industrie, du tourisme et du commerce); un représentant des Ministères de la Défense, de l'Education et des Sciences, du Travail et des affaires sociales, de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, de la Culture, de la Santé et de la Consommation et l'Environnement; 6 représentants d'ONG de développement, 2 d'organisations syndicales, 2 d'associations d'entrepreneurs, 2 d'universités, 1 représentant des organisations de l'économie sociale, 1 des associations de droits de l'Homme et 6 experts.</p>	<p>Le Secrétaire d'Etat pour la Coopération internationale préside le comité. Le DGA pour la Planification et les Politiques du Développement participe sans droit de vote et est chargé du secrétariat du conseil. Le bureau du DGA détermine les dates des réunions et l'ordre du jour; il rédige et diffuse les PV. Le conseil se réunit à intervalles réguliers au moins 3 fois par an et en sessions extraordinaires aussi souvent que nécessaire. Le conseil peut aussi convenir de la création de Groupes de travail et de Commissions. Actuellement, 3 groupes de travail ont été créés au sein du Conseil (co-développement, genre, planification).</p>	
<p>Un cadre formel ministériel (Pilotage MAE/C avec participation de l'Agence)</p>	<p>Japon</p>	<p>MAE</p>	<p><i>Advisory Council on International Cooperation</i> <i>NGO Advisory Group on the State of International Cooperation by Japan</i></p>	<p>Des réunions de concertation régulières se tiennent depuis 1996. Elles ont été formalisées sous la forme d'un Advisory Council (en 2004?) présidé par le Ministre. Le Conseil contribue à la formulation et l'évaluation des politiques de coopération internationale. Deux sous-comités, lieux d'information et de discussion, en dépendent : « Politique de l'APD » et « Promotion de la collaboration ONG-MAE ». L'ordre du jour du Conseil concerne en général, dans un premier temps, un état des lieux de l'APD et de l'agenda international, et un deuxième temps plus participatif sur la base des rapports produits par les sous-comités. En 2010 est créé un <i>NGO Advisory Group on the State of International Cooperation by Japan, qui pourrait avoir pris le relais du Advisory Council on International Cooperation</i>. Sous la présidence du Ministre des affaires étrangères, ce groupe émet des avis et propositions sur la coopération internationale du Japon.</p>	<p><i>Advisory Council on International Cooperation</i> Membres permanents: Représentants du MAE et de la JICA, ONG de développement, collectifs d'ONG (ex: JANIC), universitaires, représentants de fondations, médias, groupes industriels.... Des membres non permanents peuvent être invités à participer selon les thématiques traitées et leur expertise.</p> <p><i>NGO Advisory Group on the State of International Cooperation by Japan (créé mai 2010)</i> Les représentants de la société civile sont exclusivement issus d'ONG. Membres réguliers: 6 représentants d'ONG sélectionnés individuellement par le Ministre; le Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères; le Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères; et d'autres représentants du MAE. Des membres non permanents peuvent être invités à participer selon les thématiques traitées et leur expertise.</p>	<p>Se réunit 7 fois par an : une réunion en plénière, trois réunions annuelles pour les deux sous-comités.</p> <p>Se réunit tous les deux mois. Des temps d'échanges d'opinion dans un cadre élargi sont également prévus parallèlement.</p>	<p>La JICA (depuis 1998), la JBIC (depuis 2001) et les ambassades (depuis 2002) offrent des occasions distinctes de d'échange avec les OSC (réunions informelles).</p>

Rencontres formelles régulières mais sans cadre institué

Allemagne

MAE

- Entretien du ministre allemand de la Coopération avec la direction de la plateforme allemande des ONG (VENRO) une fois dans l'année, complétée de rencontres deux fois par an avec le Secrétaire d'Etat (fonctionnaire). Sujets abordés en 2012 : stratégie du BMZ, engagement citoyen au service du développement, formation, budget/APD, cohérence/efficacité, Rio+20 et Busan (briefings).

- Entretien au niveau des services (niveau directeur/sous-directeur) sur différentes questions : rapports d'étapes et regard sur les projets financés (principaux interlocuteurs de la société civile : VENRO, Eglises dont EKD, fondations politiques) ; workshops thématiques (en 2012 en particulier : Busan, G20/Dvt, OMD, financement du développement) ; consultation formelle (en général annuelles et au niveau S/D) sur les dossiers géographiques (notamment avant les réunions de négociation bilatérale sur la programmation, en général bisannuelle) et thématiques (en particulier : éducation/formation, santé, gouvernance).

Un cas particulier est la question du développement durable (processus Rio+20) pour lequel des réunions trimestrielles de consultation se tiennent avec des représentants du gouvernement allemand (chancellerie, AE, coopération, environnement) avec les ONG allemandes impliquées sur la question.

+ participation au niveau S/D aux groupes de travail du VENRO sur le cofinancement (<http://www.venro.org/venro-arbeitsgruppen.html>), 2 à 3 fois dans l'année.

+ des échanges informels avec la société civile

- participation du ministre à l'AG de VENRO où il tient généralement un discours de politique de développement ;

- "discussions autour d'un thé" à Bonn du SE Beerfeltz avec 8-10 représentants de la société civile sur des thématiques précises (en 2012 : engagement citoyen pour le développement, coopération secteur privé/ONG)...

	Belgique			<p>Une plateforme de concertation se réunit au minimum une fois par an, à l'initiative de la Direction Générale du Développement (DGD) du Ministère Fédéral des Affaires étrangères qui coordonne les politiques d'aide au développement.</p>	<p>Participent à cette plateforme les organismes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Coopération Technique Belge (CTB - Agence Belge du Développement) - La Société Belge d'Investissement pour les Pays en Développement qui soutient le secteur privé dans les pays en Développement - Les ONG agréées (plus d'une centaine) - Les universités via le Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF-CUD) et le Conseil Interuniversitaire Flamand (VLIR) - L'APEFE (Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger) et la VVOB (Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand), associations sans but lucratif qui soutiennent le renforcement d'institutions étatiques ou paraétatiques de pays en développement avec lesquelles elles ont conclu des conventions de coopération. - Des institutions scientifiques belges: l'Institut de Médecine Tropicale (IMT), le Musée Royal de l'Afrique Centrale (MRAC) et l'Institut Royal des sciences naturelles de Belgique 		
<p>Consultations ponctuelles <i>(ad hoc)</i></p>	<p>Australie, Canada, Finlande, Royaume Uni...</p>			<p>Australie (AusAid), Canada, Finlande (MAE), Royaume Uni (DFID): Dialogue régulier mais sans cadre formel permanent.</p>			